



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 29/11/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 23/09/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SARL CAMBON ENERGIE

188 Rue Maurice Béjart CS 57392
34080 Montpellier

Références : -

Code AIOT : 0006605479

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/09/2025 dans l'établissement SARL CAMBON ENERGIE implanté Lieu-dit la Rocaille 34330 Cambon-et-Salvergues. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SARL CAMBON ENERGIE
- Lieu-dit la Rocaille 34330 Cambon-et-Salvergues
- Code AIOT : 0006605479
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

cf. rapport du même jour du site de La Planésié

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.3	Demande d'action corrective	1 mois
3	Biodiversité	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Biodiversité	Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19	Sans objet
6	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
7	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet
8	Risques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
9	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. I	Sans objet
10	Exploitation	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. II	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit renouveler le suivi bioacoustique à partir de mars 2026 et refaire un suivi environnemental pour l'avifaune et les chiroptères pour l'année 2026.

L'exploitant doit justifier la mise en œuvre des recommandations du bureau d'études suite aux différents suivis environnementaux de 2021 à 2024 ainsi que les motifs de la non prise en compte de certaines, le cas échéant. La traçabilité doit être améliorée concernant les actions préconisées par les suivis environnementaux.

L'exploitant doit également transmettre à l'inspection une proposition de mesures concrètes à mettre en place pour réduire drastiquement la mortalité sur le parc.

Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de transmettre les prévisions de bridage pour l'année 2026 concernant les chiroptères.

Enfin, en ce qui concerne le déploiement du nouveau SDA prévu pour 2026, l'exploitant doit

transmettre à l'inspection les documents de présentation du nouveau système en cours d'installation sur les éoliennes et communiquer la nouvelle mise à jour des différents systèmes lors de la mise en place du nouveau SDA.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 19
Thème(s) : Autre, Registre de maintenance
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.
Constats : <div><p>Avant l'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection la plupart des registres de maintenances qui se sont déroulées en 2025.</p><p>Certains fichiers étaient manquants, mais l'exploitant a transmis suite à l'inspection ces différents fichiers.</p><p>Lors des visites semestrielles opérées sur les différentes éoliennes, le turbinier indique les différentes défaillances. Suite à ces visites, le turbinier recense les différentes opérations correctives sur le Service Information Portail (SIP) auquel l'exploitant a accès.</p><p>Lors de l'inspection, l'exploitant a montré le fonctionnement du Service Information Portail (SIP) qui recense les différents ordres de service du turbinier suites aux différentes interventions.</p><p><u>Pour le parc éolien de La Planésié :</u></p><p>La Master maintenance (maintenance annuelle et complète opérée par le turbinier) sur les éoliennes de La Planésié s'est déroulée le 12 février 2025, le 19 mars 2025, le 4 avril 2025, le 25 avril 2025, le 6 juin 2025, le 1^{er} août et le 22 août 2025.</p><p>La maintenance de graissage sur les éoliennes de La Planésié s'est déroulée le 10 octobre 2024, le 4 novembre 2024, le 2 janvier 2025, le 24 janvier 2025, le 12 mars 2025, le 7 août 2025 et le 25 août 2025.</p></div>

25 août 2025.

La maintenance de vent sur les éoliennes de La Planésié s'est déroulée le 10 février 2025, le 18 mars 2025, le 3 avril 2025, le 23 avril 2025, le 27 juin 2025, le 31 juillet 2025 et le 22 août 2025.

La maintenance semestrielle opérée par Valeco s'est déroulée le 5 août 2025 sur les éoliennes de La Planésié.

Pour le parc éolien de La Rocaille :

La Master maintenance sur les éoliennes de La Rocaille s'est déroulée le 5 février 2025, le 7 février 2025, le 8 avril 2025, le 27 juin 2025, le 2 juillet 2025 et le 13 août 2025.

La maintenance de graissage sur les éoliennes de La Rocaille s'est déroulée le 9 janvier 2025, le 6 mars 2025, le 5 août 2025 et le 6 août 2025.

La maintenance de vent sur les éoliennes de La Rocaille s'est déroulée : 7 février 2025, 5 février 2025, 4 avril 2025, 29 août 2025, 26 juin 2025, et 27 juin 2025

La maintenance semestrielle opérée par Valeco s'est déroulée le 4 et le 5 août 2025 sur les éoliennes de La Rocaille.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.3

Thème(s) : Autre, Suivi environnemental

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. Ce suivi sera réalisé, conformément aux protocoles nationaux établis et validés par les associations de protection de la nature et les syndicats professionnels lorsqu'ils existent. Il sera mis en place dans un délai de deux mois à compter de la mise en service des éoliennes pendant les trois premières années de fonctionnement de l'installation. Suivant les résultats de ces trois premières années de suivi, l'inspecteur des installations classées et l'exploitant décident de la fréquence de reconduite de ces suivis, qui ne pourront être inférieurs à une fois tous les dix ans. Ces suivis doivent couvrir la période du 1er avril jusqu'au 31 octobre pour les chiroptères et les oiseaux nicheurs et migrateurs. En cas de fréquentation du parc éolien par des espèces d'oiseaux hivernantes menacées et sensibles à la mortalité par éoliennes, ce suivi devra couvrir un cycle biologique annuel, suivant une fréquence adaptée.

Le suivi devra comprendre des tests pour estimer la mortalité réelle à partir des mortalités constatées, et mesurer en particulier le taux de détection de l'observateur, la persistance des cadavres, et en déduire, par les meilleures méthodes de calcul disponibles, le taux de mortalité réel dû aux éoliennes.

<p>Constats :</p> <p>Dans le rapport de suivi 2024, le bureau d'études a constaté un nombre relativement important de mortalités, essentiellement des passereaux (Gobemouche, Alouette lulu, Bruant jaune etc.), en phases de migrations pré et post nuptiales, ainsi que des chiroptères (Grande Noctule, Noctule de Leisler, Pipistrelle commune etc.)</p> <p>Le bureau d'études a proposé des mesures correctives au fil des années de suivi de mortalité de 2021 à 2025. On constate que l'exploitant n'a a priori pas mis en place les diverses recommandations du bureau d'études.</p> <p>Compte tenu de la persistance des mortalités, il est nécessaire de réitérer le suivi bioacoustique, dont l'objectif est d'identifier les conditions météorologiques et la phénologie à risque pour la petite avifaune, et de refaire un suivi de mortalité.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de renouveler le suivi bioacoustique à partir de mars 2026 et de refaire un suivi environnemental pour l'avifaune et les chiroptères pour l'année 2026.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 3 : Biodiversité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 12</p>
<p>Thème(s) : Autre, Réduction des risques aviaires</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 12 de l'arrêté ministériel du 26/08/2011 : L'exploitant met en place un suivi environnemental permettant notamment d'estimer la mortalité de l'avifaune et des chiroptères due à la présence des aérogénérateurs. [...] Le suivi mis en place par l'exploitant est conforme au protocole de suivi environnemental reconnu par le ministre chargé des installations classées. [...]</p> <p>Protocole national (version 2018) définissant les modalités du suivi environnemental : Selon le protocole, le suivi "doit proposer une analyse quant à l'impact du parc et l'efficacité des éventuelles mesures en place. Des mesures correctives visant à réduire la mortalité doivent systématiquement être proposées dès qu'un impact significatif est mesuré" (point 8.2). Selon le point 8.5, le rapport doit "Retenir au besoin d'autres mesures correctives en fonction des résultats, et prévoir au besoin un nouveau suivi pour en vérifier l'efficacité".</p>
<p>Constats :</p> <p>Dans le rapport de suivi 2024, le bureau d'études a constaté un nombre relativement important</p>

de mortalité, essentiellement des passereaux, en phases de migrations pré et post nuptiales.

Au fil des années de suivi, le bureau d'études a proposé les mesures correctives de suivi de mortalité suivantes :

- En 2021, le bureau d'études a proposé de réaliser une étude des flux migratoires pour arrêter le parc en direct si des espèces sont détectées en migration aux abords du parc, il a également préconisé l'arrêt diurne des 3 éoliennes les plus mortifères de mi-août à fin septembre, ainsi que de réduire l'attractivité des plateformes et des abords (revêtement clair et élagage) ;
- En 2022, le bureau d'étude a proposé de mettre en place l'éloignement des lisières, l'élagage, de limiter l'attractivité et de réaliser un suivi des espèces migratrices nocturnes ;
- En 2023, le bureau d'études a proposé de faire une étude bioacoustique pour identifier les conditions météo et la phénologie à risque pour la petite avifaune (le résultat de l'étude est non exploitable) ;
- En 2024, le bureau d'études a évoqué la possibilité d'adapter le bridage chiroptère en étendant la période horaire pour bénéficier à l'avifaune ;
- En 2025, le bureau d'études a proposé de faire un autre suivi bioacoustique, de prolonger le suivi environnemental et de limiter l'attractivité.

On constate que l'exploitant n'a pas mis en place certaines recommandations du bureau d'études. La préconisation de 2025 de réitérer le suivi bioacoustique n'est en l'espèce pas suffisante.

L'exploitant peut refaire un suivi, mais il est nécessaire de mettre en place des mesures concrètes pour réduire drastiquement la mortalité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de justifier la mise en œuvre des recommandations du bureau d'études suite aux différents suivis de 2021 à 2024 ainsi que les motifs de la non prise en compte de certaines, le cas échéant;
- de transmettre une proposition de mesures concrètes à mettre en place pour réduire drastiquement la mortalité sur le parc.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Biodiversité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.4

Thème(s) : Autre, Système de détection aviaire

Prescription contrôlée :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à éviter toute collision conduisant à une mortalité d'espèces protégées et menacées. Dans cet objectif, le champ éolien sera notamment équipé d'un système efficace de détection d'oiseau (vision artificielle ou autre technique disponible) adapté aux différents types de vols en fonction des espèces. Il disposera des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt. Une étude déterminera les caractéristiques du

<p>dispositif type de matériel, performance, positionnement des appareils, procédure définissant les modes de mise en œuvre des fonctions d'effarouchement et mise à l'arrêt) de manière à éviter toute collision. Le protocole de réalisation de cette étude sera proposé dans un délai de 7 mois à compter de la date de notification du présent arrêté préfectoral.</p> <p>L'étude sera remise à l'inspection des installations classées dans un délai de 13 mois à compter de la date de notification du présent arrêté. Un arrêté préfectoral complémentaire précisera les caractéristiques et date de mise en œuvre du système.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique que la signature du contrat d'installation est toujours en cours et que le nouveau système SDA n'a pas encore été installé.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les documents de présentation du système de détection aviaire en cours d'installation sur les éoliennes et de communiquer la nouvelle mise à jour des différents systèmes lors de la mise en place du nouveau SDA.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Biodiversité

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 06/12/2013, article 3.1.5</p>
<p>Thème(s) : Autre, Bridage chiroptères</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éoliennes seront équipées d'un système de modulation des machines permettant un arrêt des éoliennes dans des conditions de vent inférieure à 6m/s et de température supérieure à 10°C pendant la nuit, entre ½ heure après le coucher du soleil et ½ heure avant le lever du soleil, pendant la période du 1er avril jusqu'au 31 octobre. [...]</p> <p>Le bilan du suivi de mortalité, sur une période de 3 années, permettront d'adapter les modalités de bridage des éoliennes plus précisément, selon les paramètres météorologiques et de calendrier, en fonction de la fréquentation constatée des chiroptères (suivi article 3.1.2). Les modalités de bridage ainsi adaptées, sont soumises à validation préalable de l'inspecteur des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la mortalité de la Grande Noctule retrouvée le 21 octobre 2024, l'exploitant avait mis à l'arrêt les éoliennes du parc de La Rocaille jusqu'au 15 novembre 2024 dans l'attente d'identifier les causes de la défaillance ayant entraîné la mortalité.</p> <p>L'exploitant indique que la mortalité est intervenue dans le contexte suivant : La conduite (centre de contrôle) s'occupe de l'arrêt machine si le SDA fonctionne mal. L'ordre envoyé par le centre de contrôle (d'arrêt et de redémarrage) a écrasé l'ordre de bridage chiroptères. Ainsi, le déclenchement du bridage sur cette machine n'a pas eu lieu à cause du</p>

dysfonctionnement initial du SDA et de la prise de contrôle par la Conduite.
Une nouvelle mortalité de Grande Noctule a été découverte le 15 septembre 2025 sur le parc de La Planésié.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Compte tenu des mortalités de Grandes Noctules identifiées, l'exploitant transmet à l'inspection les prévisions de bridage pour l'année 2026.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Autre, Accès au site
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'installation n'ont pas d'accès libre à l'intérieur des aérogénérateurs. Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats : Il a pu être constaté que l'accès à l'éolienne PLA01 (Parc Planésié) et à l'éolienne ROC01 (Parc La Rocaille) était bien fermé à clé. Il n'a pas été vérifié l'accès aux autres éoliennes ni au poste de livraison.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Autre, Intérieur des éoliennes
Prescription contrôlée : L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : Il a pu être constaté que l'intérieur de l'éolienne PLA01 (Parc Planésié) et de l'éolienne ROC01 (Parc La Rocaille) était maintenu propre.

L'intérieur des autres éoliennes n'a pas été vérifié.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Autre, Moyens de lutte contre un incendie
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât
Constats : Il a pu être constaté que l'éolienne PLA01 (Parc Planésié) et l'éolienne ROC01 (Parc La Rocaille) disposaient toutes les deux d'un extincteur au pied de l'éolienne qui a été contrôlé en novembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. I
Thème(s) : Autre, Contrôle des fixations
Prescription contrôlée : I. Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans.
Constats : L'exploitant indique que le contrôle de l'ensemble des brides est opéré au moment de la Master Maintenance (sous l'appellation de « points d'ancrage » dans le rapport) une fois par an. La Master maintenance sur les éoliennes de La Rocaille s'est déroulée le 5 février 2025, le 7 février 2025, le 8 avril 2025, le 27 juin 2025, le 2 juillet 2025 et le 13 août 2025.

La Master maintenance sur les éoliennes de La Planésié s'est déroulée le 12 février 2025, le 19 mars 2025, le 4 avril 2025, le 25 avril 2025, le 6 juin 2025, le 1^{er} août et le 22 août 2025.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18. II

Thème(s) : Autre, Contrôle des pales

Prescription contrôlée :

II. Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.

Constats :

L'exploitant indique que le contrôle visuel des pâles est effectué par Valeco et par Enercon. Parfois, l'équipe de drônistes est également sollicitée, lorsque la météo le permet.

L'exploitant indique que Valeco opère une vérification semestrielle et que Enercon fait un contrôle annuel.

Les derniers contrôles visuels opérés par Valeco de l'extérieur des pales ont eu lieu les 4 et 5 août 2025.

L'exploitant explique que, lors du contrôle, le rapport recense tous les défauts en fonction de leur gravité et du délai d'intervention nécessaire.

Lorsqu'un défaut est repéré, l'exploitant transmet l'information à Enercon qui s'occupe des campagnes de réparation.

Type de suites proposées : Sans suite